

# Engagés et déterminés pour la paix!

L'ONU recense une cinquantaine de conflits dans le monde.

Si bien évidemment la guerre opposant Russie et Ukraine comme celle se déroulant dans la bande de Gaza font l'objet d'une information intense, beaucoup d'autres ne bénéficient pas de la même couverture médiatique. Du Yémen au Burkina Faso, de la Syrie au Soudan, de l'Éthiopie à la Somalie, le nombre de décès dus aux conflits armés a augmenté de 96% en 2022 (derniers chiffres disponibles) pour atteindre le chiffre de 238 000 morts.

Depuis plusieurs décennies et le renforcement de l'OTAN en particulier, les gouvernements sont sommés d'augmenter leurs budgets militaires. Qui dit augmentation des budgets, dit augmentation de fabrication et de ventes d'armes et donc développement de conflits armés. C'est lors de l'élection de Macron en 2017 que le ministère de la Défense s'est transformé en ministère des Armées. Était-ce un signal ?

## Qu'entend on par économie de guerre ?

Depuis février 2022 et le début du conflit en Ukraine, l'OTAN impose à tous les pays Européens de fournir l'Ukraine en armement. Comme les « stocks » se révélaient insuffisants, il s'agissait de trouver les moyens de produire plus et plus vite afin d'aider l'Ukraine. C'est à partir de ce moment qu'intervient « l'économie de guerre ». En France la Loi de Programmation Militaire 2024-2030 atteint 413 Milliards d'Euros et l'équilibre ne peut être réalisé que par la vente d'armes à l'export. Quelles sont les principales orientations de cette loi ? La dissuasion nucléaire se renforce, ainsi que le renseignement militaire, le cyber, le sol-air, le spatial et le maritime et un objectif de 105000 réservistes. Il s'agit également d'adapter et préparer l'outil militaire aux conflits futurs en constituant des stocks avec un délai de production rapide. Chacun comprendra que dans ces conditions, aucune démarche diplomatique n'est engagée pour le cessez le feu ! Le conflit ukrainien s'enlise depuis 2 ans faisant des dizaines de milliers de morts de part et d'autre, la dégradation des conditions de vie des populations et la disparition de droits collectifs et libertés. Par exemple en Ukraine, où la corruption est très importante, le code du travail a été supprimé pour tous les salariés des entreprises de moins de 250 salariés. Pour aider l'Ukraine, l'Union Européenne impose de supprimer toutes les taxes d'importations des produits venant d'Ukraine dont les produits agricoles.

L'autre face de l'économie de guerre ce sont les attaques sociales lancées contre les peuples dans les pays indirectement touchés par un conflit armé. Puisque les budgets d'armement augmentent, il faut bien des contreparties ! Il s'agit de réduire les budgets nécessaires à la population (école, santé, services publics...) et de revenir sur des conquêtes sociales et des remises en question de droits et libertés. Nous l'avons vu avec la contre réforme des retraites du premier semestre 2023 et plus récemment avec la loi immigration qui oppose les travailleurs entre eux et remet en cause des principes humanistes qui ont fait de la France un pays d'accueil et d'asile. Avec cette loi immigration, dont **la CGT** exige le retrait, Macron cherche à faire passer une loi dont plusieurs mesures figurent dans le programme présidentiel de Marine Le Pen en 2022.

A chaque discours, à chaque occasion Macron utilise le mot « réarmement » quel que soit le sujet, y compris pour la natalité !

L'économie de paix, une valeur fondamentale portée par **la CGT**. Le droit à la paix, à la sécurité et à la liberté de circulation de tout être humain et des populations doit constituer une obligation fondamentale des États et des institutions internationales.

## Engagés et déterminés pour la paix!

Pour **la CGT**, ce sont toujours les travailleurs et les populations civiles, quelles que soient leurs origines, qui sont les premières victimes des guerres et des situations de pauvreté qu'elles engendrent. La misère, le désespoir, le chômage et la détresse alimentent les conflits. Les éradiquer est une des conditions de paix. Le mouvement syndical a donc un rôle à jouer, une contribution spécifique à apporter, dans la recherche de la paix. La situation sociale est un élément constitutif de la recherche et du maintien de la paix.

L'intervention syndicale sur toutes ces questions est indispensable car lutter à tous les niveaux contre le capitalisme mondialisé participe du droit à la paix. Le développement humain durable est un des axes à privilégier. Il est directement en lien avec le changement climatique, source de tensions et de conflits, en aggravant les déséquilibres sociaux, économiques, démocratiques et environnementaux existants.

**La CGT** revendique au-delà de la dissolution de l'OTAN, que le budget des armées soit défini en fonction des besoins nécessaires à la défense du pays et des citoyens dans le cadre d'une défense nationale et non projetable. Cette course à l'armement du « va t'en guerre » est en totale contradiction avec les valeurs pacifistes et internationalistes que porte **la CGT** depuis sa création en 1895.

Cela ouvre la voie à une industrie de défense civile et militaire pour laquelle il convient de reconquérir notre souveraineté industrielle dans de nombreux domaines. Le Pôle Public National de Défense (PPND), proposé par **la CGT**, doit permettre cette réappropriation de la maîtrise publique des industries d'armement et de leur stratégie industrielle. La défense, les orientations en matière militaire dont le concept de dissuasion nucléaire, doivent relever de dispositifs de débats démocratiques et d'intervention citoyenne. La recherche militaire, la fabrication et le commerce des armes doivent faire l'objet de contrôles parlementaires stricts et renforcés, sur la production et la commercialisation des armes et munitions, ce qui garantirait l'indépendance et la souveraineté de la Nation.

Une défense nationale, par le désarmement et la diversification pour le développement humain durable ! Voici ce que **la CGT** vous propose, débattons en !

Montreuil le 19 février 2024